

n° 617 — Semaine du 4 au 10 mai 1974
2 F 50 Hebdomadaire du Parti Socialiste Unifié

SPECIAL PRESIDENTIELLE

PSU

tribune
socialiste

***UN VOTE
DE CLASSE:
François
Mitterrand!***

N'oubliez pas!

nom _____

prénom _____

adresse _____

somme _____



somme _____

9, rue Borroméo - 75015 PARIS

souscription

Elections Présidentielles mai 74 pour la VICTOIRE du CANDIDAT UNIQUE de la GAUCHE

C.C.P. PSU PARIS 14020 44

CALENDRIER

MEETINGS DU PSU

- 10 mai — Mulhouse : Charles Piaget, Daniel Lenègre
- 10 mai — Rennes : Michel Rocard
- Montbéliard : Robert Capuis
- 13 mai — Clermont Ferrand : Michel Rocard, Charles Piaget
- 15 mai — Lyon : Robert Chapuis, Michel Rocard.
- Samedi 11 mai à Chaumont - salle du Patronage laïque 5, 7, 9 heures pour le Chili.
- Jacques Bertin, Notre ami, camarade et collaborateur des « affaires culturelles » chante jusqu'au 22 mai, à 20 h 30, au Théâtre Mouffetard, rue Mouffetard, Paris - les places sont à 12 F. Qu'on se le dise !



du 5 avril
au 15 mai

direction guy rocard théâtre national
Milan KUNDERA
**LES PROPRIÉTAIRES
DES CLÉS.**

17 rue malte-brun - Paris 20e
m° gambetta - tél. 636.79.09

Guy Nania

Docteur ès Sciences
Politiques

LE P.S.U. AVANT ROCARD

Présentation de
Jean Popere

Membre du bureau exécutif
du Parti Socialiste
Député du Rhône

Offre spéciale aux lecteurs de T.S.
26,65 F franco (au lieu de 37 F)

aux

EDITIONS ROBLOT

8 bis, rue de Châteaudun
75009 PARIS

C.C.P. La Source 31-888-50

les disques **ALVARÈS** annoncent :

du 1er au 22 mai

au théâtre **MOUFFETARD**

76 rue Mouffetard - M° Place Monge - Tél. 336.02.87



récitation

Jacques BERTIN

OFFRE SPECIALE AUX LECTEURS DE T.S

Vous pouvez vous procurer les disques de Jacques BERTIN
en retournant ce bon aux Editions SYROS
9 rue Borromée - 75015 PARIS

Récital n° 1
n° 2
n° 3

Récital n° 4
n° 5

21 F (au lieu de 26 F)

24 F (au lieu de 30 F)

Veillez trouver ci-joint, la somme de F.
en règlement des disques marqués d'une croix.

Nom
Prénom
Adresse

tribune
PSU **socialiste**

Directeur politique : Gérard FERAN.
Rédacteur en chef : Bernard LANGLOIS.
Secrétaire de rédaction : Gérard BOREL.
Collectif de rédaction : Robert DESTOT - Jacques FERLUS - Jacques GALLUS - Gilbert HERCET - Jean-François MERLE - Jean VERGER.

Publicité : Régie-Information, 32, rue Le Peletier - 75009 PARIS. Tél. : 770.40.18.

Directeur de la publication : Jean LE GARREC.

Rédaction : 566.45.64

Administration : 566.45.37
9, rue Borromée - 75015 PARIS
Publicité : Régie Information
Tél. : 770.40.18.

Distribué par les N.M.P.P.

IMPRIMERIE D'HEBDO T.C.

EN VENTE A SYROS

● **EN SOUSCRIPTION : 13 F**

L'enfer des pompiers, par Jean-Jacques Lubrina

— la militarisation des pompiers s'accélère.

● **GRANDEUR ET SERVITUDE DU PSU**, par Edouard Depreux 20 F (sur place) - 22 F (franco).

● **Dossier d'information sur Rateau** : 4 F (sur place), 4,50 F (franco). Réalisé par la section CFDT.

— toutes commandes : Editions Syros 9 rue Borromée - 75015 Paris - CCP : Paris 19.706.27.

tribune
PSU **socialiste**

reparaîtra sur
16 pages dès
la semaine
prochaine

LE PSU ET LES ELECTIONS

1- quelle campagne

Le socialisme autogestionnaire, sur lequel repose le projet politique du P.S.U. n'est pas une philosophie, c'est une réponse politique au mouvement social qui se développe dans ce pays sous l'effet des mutations imposées par le développement capitaliste lui-même. C'est la réponse actuelle aux réalités actuelles de la lutte des classes.

On l'a bien vu durant la dernière période : quand leur pouvoir d'achat est mis en cause, les travailleurs ne demandent pas seulement des augmentations de salaire, ils récusent la hiérarchie actuelle des salaires et commencent à revendiquer un statut unique ; quand leur emploi est en cause, les travailleurs prennent le contrôle de leur entreprise et entament la popularisation de leur lutte : la C.F.D.T. a appuyé et organisé cette action ; à son tour et à sa manière, la C.G.T. elle-même commence à tirer les leçons de la victoire des Lip : on le voit chez Rateau ou chez Darboy.

A propos du service militaire ou de l'enseignement, les jeunes affirment directement et massivement leurs droits. Les femmes n'attendent plus des hommes leur libération : elles veulent disposer librement d'elles-mêmes. Des régions, des territoires revendiquent leur autonomie pour s'associer librement à la collectivité dite nationale, dans le respect de leur originalité comme pour garantir leur développement. Les habitants entrent en lutte pour que leur ville leur soit rendue et soit délivrée des contraintes du projet de la spéculation, de même que les paysans réclament le contrôle de leur terre et de leur production. Même les consomma-

teurs s'organisent pour imposer une meilleure qualité de la vie et des produits.

simplification

Ce mouvement social s'est développé à la fois contre le régime et contre le capitalisme et il est vain de distinguer ceux qui sont mécontents de l'un et voudraient garder l'autre. Il réalise ainsi concrètement l'unité populaire face au pouvoir, face à l'alliance entre l'Etat et le patronat. Il lui donne sa valeur offensive, sa signification de classe. On l'a bien vu lors de la grève des Lip, qui n'est pas apparue dans sa forme et dans son contenu revendicatif comme l'exception, mais bien comme la règle qui s'impose aux luttes sociales d'aujourd'hui.

Dans un tel contexte les élections présidentielles contraignaient toutes les organisations de gauche à simplifier le combat, à correspondre au mouvement unitaire qui se développait non pas à partir d'elles-mêmes, mais à partir de leur propre base sociale : l'esprit de responsabilité l'a emporté sur l'esprit de boutique et ainsi la victoire est devenue possible. Le P.S.U. pour sa part, après un débat démocratique qui a permis d'élargir la prise de conscience dans tous les secteurs mi-



La marche sur Besançon : la règle des luttes d'aujourd'hui

litants, s'est engagé avec force et résolution dans la coalition populaire qui s'est réalisée autour de la candidature de François Mitterrand.

rompre avec le passé

Il l'a fait sans rien abandonner de lui-même, car nous le savons bien, la victoire électorale qu'aura permis le mouvement populaire, ne détermine pas en elle-même une politique. Il appartient aux diverses organisations qui ont choisi de tout faire pour la victoire de préparer les voies d'une politique qui rompe effectivement avec le passé et réponde aux besoins et aux aspirations des travailleurs.

Ce serait une aberration d'imaginer qu'une victoire prési-

dentielle devrait se limiter à la recherche de nouveaux équilibres dans le parlement actuel. Ce serait une faute grave de laisser croire qu'un nouveau gouvernement n'aurait qu'à appliquer le programme commun signé en juin 72 par le P.C. et le P.S. Nous l'avons dit et redit : aux orientations de ce programme — encore trop marquées d'étatisme et d'ambiguïtés — s'ajoute son inadéquation avec la situation qui s'est créée depuis deux ans, en raison de l'évolution économique (inflation, crise de l'énergie, conflits inter-impérialistes et inter-capitalistes) comme du développement même du mouvement social. Michel Rocard l'a bien indiqué dans une récente conférence de presse sur les questions économiques et nous avons noté avec intérêt que François Mitterrand se référait moins au programme commun proprement dit

LE PSU ET LES ELECTIONS

qu'à ce qu'il appelle ses options fondamentales. Il respecte ainsi ses engagements à l'égard de l'ensemble des forces qui le soutiennent, celles du programme commun comme celles du socialisme autogestionnaire.

Si d'ailleurs, sous l'effet de quelque contrainte, il en venait à limiter sa campagne à l'expression du programme commun, il est à craindre que la victoire devienne plus difficile et que la gauche se retrouve dans la situation de mars 73, avec les mêmes résultats.

La victoire, l'avenir de cette victoire dépendent de la capacité d'union des forces populaires. Le 25 avril a été la fête du programme commun et le meeting de la Porte de Versailles fut le moyen, pour des dizaines de milliers de travailleurs, de manifester leur appui au candidat unique. Nous regrettons qu'ils n'en aient pas eu le moyen dans le cadre d'une véritable fête de l'unité populaire, sur la base de la candidature et des forces qui la soutiennent. Nous ne doutons pas que l'ensemble des organisations concernées manifesteront pour le second tour l'esprit de responsabilité qu'elles ont montré lors de la désignation du candidat. Le P.S.U. pour sa part respectera ses engagements au service de la victoire.

C'est pour donner tout son sens à cette victoire qu'il mène

aujourd'hui sa propre campagne. Cette victoire ne sera pas seulement celle d'un homme, ce sera celle des travailleurs : ils voudront en recueillir les fruits. Ce ne sera possible que s'ils participent eux-mêmes et directement au combat qui devra être mené aux lendemains d'une élection. En cas de victoire, l'heure ne sera pas à la démobilisation, mais à la vigilance et à l'action.

deux directions

La campagne du P.S.U. s'effectue à travers deux millions de tracts, 100.000 affiches, un tirage renforcé de « Tribune Socialiste », une brochure à grande diffusion, des centaines de meetings et de réunions, et aussi à travers les multiples initiatives de nos sections et de nos fédérations. Deux grandes directions sont données aux thèmes de campagne :

- 1) — la lutte pour le contrôle ouvrier et populaire, dans la ligne stratégique que nous avons définie en décembre 72 et précisée en novembre 73.
- 2) — les mesures et les actions significatives qui devront être recherchées au lendemain de la victoire : d'abord l'ouverture de négociations avec les organisations

syndicales, l'appui aux travailleurs dans leurs luttes et leurs négociations avec le patronat, mais aussi des choix précis dans quatre grands domaines :

- des priorités de production, pour garantir durablement l'emploi ;
- une nouvelle organisation du travail, sous le contrôle des travailleurs ;
- de nouvelles formes de vie collective (la ville, l'école, l'hôpital) pour un exercice effectif de la liberté ;
- une action internationale qui diminue la pression des intérêts capitalistes sur les travailleurs et le poids de l'impérialisme dans le monde.

Ces grandes directions traduisent notre volonté d'engager une transition vers le socialisme, ce socialisme autogestionnaire qui répondra de façon réaliste et efficace aux aspirations fondamentales de la jeunesse et des travailleurs : un autre développement et un autre pouvoir sont nécessaires. L'un ne va pas sans l'autre et des évidences commencent à apparaître : la crise de la croissance va de pair avec celle de la démocratie. Pour les résoudre, il n'y a que deux solutions : ou bien le renforcement des contraintes et des oppressions, ou bien la mise en œuvre par les travailleurs d'une autre croissance et d'une autre démocratie. Le socialisme

autogestionnaire, c'est la voie de nos sociétés vers le socialisme.

Cet immense espoir implique une lutte à tous les niveaux : économique, politique, idéologique, et aussi au niveau local comme au niveau global. C'est dire qu'aux lendemains d'une victoire de la



gauche, il est nécessaire que la mobilisation populaire et l'action gouvernementale puissent se développer dans le même sens et non pas, comme on l'a vu trop souvent dans le passé, dans des sens d'abord différents et bientôt contradictoires.

2-mobilisation populaire et gouvernement

Pour le P.S.U. il est impossible de séparer luttes sociales et luttes politiques : c'est pourquoi il serait inimaginable qu'un gouvernement de gauche en vienne à bloquer la mobilisation de ceux à qui il doit son existence.

Il lui faut au contraire aider et appuyer cette mobilisation pour changer réellement la vie et la société. Il y a dans le programme commun un certain nombre d'éléments qui peuvent contribuer à la satisfaction des revendications et aux mobilisations nécessaires ; il y en a aussi qui sont nés des

luttes menées durant ces dernières années. Le Conseil national de la C.F.D.T. en a — nous semble-t-il — dégagé un bon nombre dans ses dix sept propositions concernant l'immédiat. D'une façon générale, il est nécessaire de donner libre cours à la volonté de contrôle ouvrier et populaire qui ne manquera pas

de se manifester dans les entreprises, les quartiers, les campagnes. Des comités populaires peuvent aider à réaliser les débats et les jonctions nécessaires dans les lieux mêmes où s'expriment les revendications, où se développent les luttes.



Comme au Chili : La liberté peut sombrer.

un contrôle effectif

Il est évident que la nature et les effets du contrôle ne sont pas les mêmes selon qu'il s'agit d'un gouvernement de gauche ou de droite. En prenant le contrôle de leurs entreprises, les travailleurs de Lip ont mené une lutte syndicale pour garantir efficacement leur emploi : leur victoire n'a pas changé pour autant le fonctionnement de l'entreprise. S'ils ont affaire non plus à Messmer mais à un gouvernement de gauche, leur lutte peut servir à imposer — à Lip et ailleurs — un contrôle effectif sur l'avenir de l'entreprise, sa gestion, ses investissements, ses mouvements de capitaux. C'est la question du droit même du licenciement qui peut être posée, en même temps que peut être

engagée — une action contre les fermetures d'entreprise.

De la même façon, pour lutter contre la fuite des capitaux, il n'est pas indifférent que les travailleurs des banques soient ou non mobilisés : il y a là des solidarités qui ne se fondent pas seule-

ment sur la satisfaction de telle ou telle revendication. L'affrontement droite-gauche a pris un caractère de classe : une victoire de la gauche doit déboucher sur les solidarités de classe effectives.

Si un gouvernement de gauche ne le comprenait pas, il travaillerait lui-même à sa ruine et risquerait

de préparer quelque revanche sanglante de la part d'une droite prête alors à tout quand ses profits sont en cause. De la même façon, si la mobilisation populaire se trompait d'adversaire et confondait la droite et la gauche, à partir du moment où celle-ci gouverne, le risque serait grand de voir un tel gouvernement s'effondrer ou s'orienter, en effet et inéluctablement, vers la droite, privant ainsi les travailleurs des quelques moyens politiques qu'ils avaient tenté de se donner.

le combat de la liberté

Le P.S.U. a su prendre ses responsabilités au sein de la coalition populaire pour permettre la victoire de la gauche. De la même façon il les prendra — à travers le débat démocratique qui le caractérise — à l'égard de la situation créée par cette victoire et en fonction du nouveau rapport des forces qui aura été établi. Encore faut-il bien sûr que ce rapport des forces soit effectivement maintenu, sur le terrain politique et social.

Sur le terrain social, cela veut dire que loin d'immobiliser le mouvement populaire, l'action gouvernementale devrait au contraire le favoriser, s'appuyer sur les formes d'action et de pouvoir qui se développeront sur une base de masse, dans les lieux de production et les centres essentiels de la vie sociale. Sur le ter-

rain politique, cela veut dire que la coalition populaire doit conserver les caractères et les équilibres qui auront permis la victoire.

Certes, à la veille du premier tour, l'heure n'est pas à s'interroger sans fin sur les conséquences d'un succès éventuel au second tour. Il est cependant significatif que ces questions soient posées : c'est le signe que la victoire de la gauche est devenue possible. La droite ne se bat plus qu'en fonction de cette hypothèse ; c'est dire quelle serait sa situation dans le cas où elle bénéficierait encore d'une courte majorité. Ses peurs, ses impuissances, ses contradictions plongeraient bientôt le pays dans une crise sans précédent où la liberté peut sombrer définitivement.

Au moment où un pays comme le Portugal vient, dans des conditions fort singulières, de soulever un peu le joug qui l'étouffe, il serait grave de voir notre pays s'enfoncer, lui, dans de redoutables impasses. La gauche mène aujourd'hui le combat de la liberté, celle du peuple : il faudra qu'aux lendemains de la victoire, les hommes de gauche, les forces de gauche sachent faire face à la responsabilité qui leur aura été confiée par le peuple, celle d'ouvrir la voie au socialisme et au pouvoir populaire.

Tout se jouera alors en effet dans les semaines et les mois qui suivront. C'est pourquoi un programme d'urgence sera nécessaire.



De lip à la lutte dans les banques : une solidarité de classe effective.

pour un programme d'urgence

La défaite de la droite et le développement d'une mobilisation populaire créent des exigences immédiates qui devraient constituer le programme d'action de la gauche au pouvoir.

Il nous semble utile d'indiquer quelques pistes de réflexion dans cette perspective :

1 - la négociation avec les organisations syndicales : il s'agit moins de refaire un Grenelle (car un tel type de réunion ne peut que suivre un développement important de grèves et de luttes) que d'établir d'un commun accord un certain nombre de procédures et de propositions. Il faut jeter les bases de nouvelles lois et de nouvelles conventions. Déjà des perspectives ont été tracées par Edmond Maire par exemple récemment encore.

2 - l'utilisation de la légalité en faveur des travailleurs : un

certain nombre de lois ont été détournées ou délaissées au profit des intérêts capitalistes ; il est possible de les faire fonctionner pour les intérêts ouvriers qu'il s'agisse d'hygiène et de pollution ou — pour rappeler des campagnes récentes — d'étiquetage et de contrôle des produits.

3 - les mesures qu'exigerait la situation économique : Michel Rocard, dans des articles et une conférence de presse, en a indiqué l'essentiel nous n'y reviendrons pas ici.

4 - les libertés essentielles, qui devraient caractériser une nouvelle politique. Je voudrais développer plus particulièrement ce point.

— appliquer et étendre le droit du travail : c'est-à-dire

● assurer l'application du droit du travail dans les conflits sociaux (notamment l'exécution des décisions de justice contre le patronat) ;

● étendre les pouvoirs des comités d'entreprises, qui seront rendus souverains en matière d'emploi (par ex. sur les risques de licenciements collectifs), et auront un pouvoir de regard collectif sur les gestions et les priorités de la production ;

● supprimer l'arbitraire dans les conditions de travail et l'exercice du commandement.

— assurer les libertés syndicales :

● garantir la protection des représentants syndicaux et l'expression des travailleurs dans l'entreprise ;

● renforcer les sanctions contre les patrons qui violent les dispositions en vigueur sur la protection des délégués ;

● étendre « l'heure d'information syndicale » ;

● refuser de reconnaître les syndicats-maison et sanctionner sévèrement les entraves à la liberté syndicale (affichage - réunions...)

— assurer aux travailleurs immigrés l'égalité réelle des droits :

● par l'interdiction de l'expulsion pour motifs politiques ;

● par la reconnaissance de l'intégralité des droits politiques et syndicaux aux travailleurs immigrés qui résident sur le territoire national ;

● en sanctionnant sévèrement les manquements à la législation anti-raciste.

— permettre l'expression des « exclus » de la société française :

● en prenant des mesures pour la libération de la femme : abolition de la loi de 1920, contraception et avortement libres et gratuits ; aide à la femme qui travaille (crèches, garde à domicile...) pour lui permettre le libre choix de son activité ;

● en abaissant le droit de vote à l'âge de 18 ans ;

le psu elle elections

● en permettant aux vieillards de se réinsérer dans la vie sociale sans les enfermer dans le ghetto de l'assistance ou de l'hospice (possibilité d'entamer une activité sociale pour les vieillards) ;

● en réformant le régime carcéral et asilaire par la priorité donnée à la réinsertion sur la répression.

— bloquer l'application des « lois scélérates » en attendant leur abrogation par le parlement :

● par la cessation des poursuites en vertu de la loi anti-casseurs

● par la suppression des tribunaux d'exception,

● par l'abolition des régimes de la détention préventive, de l'internement administratif, de la garde à vue : il s'agit de textes réglementaires qui peuvent être suspendus ou supprimés ;

— libérer l'information :

● en supprimant la tutelle gouvernementale sur l'ORTF (abolition de la tutelle du Ministère de l'Information et des Affaires Étrangères sur l'Office) ;

● en permettant d'entamer une véritable décentralisation régionale, par l'octroi de moyens financiers suffisants à ce niveau ;

● en garantissant à la presse les moyens financiers et l'équipement technique indispensables si l'on veut éviter que se poursuive le phénomène de mainmise des groupes financiers sur la presse.

— restaurer le droit d'expression :

● en garantissant le droit de réunions et de manifestations, en limitant au maximum les contraintes du « devoir de réserve » des fonctionnaires, en restituant

aux enseignants une liberté pédagogique réelle.

5 - la défense des acquits populaires ; les travailleurs ne doivent pas être frustrés de leur victoire, ce qui implique une double tâche :

— Défense économique après la victoire : ce point est en effet essentiel à la réussite initiale.

● Il faut d'abord lutter contre la spéculation extérieure en établissant un contrôle des échanges extrêmement rigoureux assorti de sanctions sévères, et en interdisant aux spéculateurs de réaliser un profit sur leurs opérations (que cela passe par la flottaison du franc ou la défense de la monnaie) ;

● Il faut défendre l'emploi dans le cadre d'une politique de relance du pouvoir d'achat, au moyen de nouveaux choix budgétaires et d'une politique sélective du crédit en direction des secteurs jugés prioritaires ;

● Il faut garantir la sécurité et le renouvellement des investissements productifs, en soumettant les entreprises à des normes précises d'investissement à respecter, sous peine de sanctions fiscales ou de nationalisation : c'est le moyen de faire face à la « grève de l'investissement ». Parallèlement, favoriser l'épargne populaire par une indexation des taux.

● Il faut par ailleurs lutter très énergiquement contre la hausse des prix : le blocage des prix (particulièrement pour les produits de première nécessité et les tarifs publics) est indispensable pour faire face à une rigidité excessive de l'offre, qu'elle soit due à l'inertie économique ou à un sabotage organisé ;

● Enfin, il faut préserver l'indépendance économique et technologique du pays en renonçant immédiatement à certaines prises de contrôle étrangères dans l'industrie du pays et en soumettant les investissements nouveaux à un strict contrôle d'adéquation aux

priorités définies par les travailleurs.

● Révision du budget, arrêt si nécessaire de certaines dépenses de prestige contrôle sur les dépenses somptuaires et les gâchis énormes dans le cadre de l'entreprise aussi bien que du budget des localités.

— Défense d'un pouvoir de gauche issu des élections présidentielles : pour faire face aux tentatives éventuelles de sabotage ou de tension organisée contre le pouvoir soutenu par les forces populaires, il est important et urgent

— de dissoudre tous les corps et groupes para-policiers et paramilitaires ;

— de rétablir l'intégralité des droits syndicaux dans la police et d'introduire les libertés syndicales et démocratiques dans l'armée ;

— de renoncer, en ce qui concerne ces forces, à leur utilisation privilégiée en direction d'un prétendu « ennemi de l'intérieur » qui tend à se confondre avec toute la gauche, sinon toute la population civile.

— une action internationale, pour réaliser :

— des ruptures significatives : avec les régimes fascistes, tels que celui de Pinochet au Chili ;

— des accords et des rapprochements qui permettent d'avancer vers l'Europe des travailleurs et de réaliser des échanges égaux avec des pays producteurs de matières premières ou détenteurs de sources d'énergie ; la reconnaissance des gouvernements démocratiques (GRUNC et GRP notamment).

Un tel programme d'urgence peut permettre — nous semblait-il — les jonctions nécessaires entre des forces qui se définissent certes sur des perspectives différentes mais sont décidées les unes et les autres à tout faire pour consolider la victoire de la



gauche et appuyer la mobilisation populaire.

confiance !

En peu de temps, dans le cadre de la campagne, de nombreux objectifs ont été avancés, relayant les revendications qui avaient mobilisé de nombreux travailleurs ces derniers mois. Des progrès ont été faits dans la voie de la plate-forme anti-capitaliste que le P.S.U. souhaitait établir avec l'ensemble des forces populaires. Dans l'hypothèse où la droite finirait par triompher, un pacte d'unité d'action anti-capitaliste deviendrait nécessaire : l'événement achève de le rendre possible. C'est dire que la gauche, pour peu qu'elle s'attache à développer l'unité populaire, peut regarder l'avenir avec confiance.

Cet avenir, l'élection du candidat unique de la gauche François Mitterrand, dès le 5 mai si possible, le 19 mai s'il le faut, permettrait de le bâtir plus vite et plus efficacement : c'est pourquoi le P.S.U. consacre tous ses efforts pour obtenir la victoire, comme il les consacra demain à faire en sorte qu'elle soit bien la victoire des travailleurs.

Robert CHAPUIS,
secrétaire national du PSU
(déclaration devant la presse
le 29 avril 1974).

PAS DE TREVE !

Le prochain week-end, vous pouvez pousser jusqu'à Lorient. Avant de revenir, vous irez faire réviser votre voiture dans n'importe quel garage de la ville... Les ouvriers sont en grève depuis bientôt 7 semaines, les patrons ne veulent rien entendre... Alors, la semaine dernière, les travailleurs ont rouvert les garages. Ils font les réparations pour leur compte. Ils en profitent pour expliquer aux automobilistes comment ils se font truffer et les laissent estimer eux-mêmes le prix des réparations.

La semaine dernière, M. Gorse, encore ministre du travail, nous avait annoncé qu'on allait faire de gros efforts pour augmenter le SMIC au 1er mai d'au moins

4 %. On attendait juste l'avis de la commission des conventions collectives. Eh bien, cette commission vient d'envoyer balader le gouvernement. Elle a demandé que l'on porte le SMIC à 1 200 F par mois, soit 23,2 % d'augmentation. Pas question, dit le gouvernement, pas plus de 6 %... Donc, la commission ne sert à rien.

Ce refus met Giscard un peu dans le caca, il est encore membre du gouvernement. On a préféré ça que de porter un coup à Mitterrand ! Allez savoir ?

A propos de Giscard, encore 1,2 % d'augmentation en mars, 12,2 % en un an. Il ne faut pas dramatiser dit le ministre. Il a

raison, on risque de voir encore pire dans les prochains mois.

Et pour en revenir au SMIC, il est évident qu'une augmentation de 4 % se traduirait en fait par une baisse du pouvoir d'achat. Faire ça en pleine période électorale, il faut être très fort... ou très con.

Les agents de change de la Bourse de Paris ont décidé la levée du lock-out le 26 avril, après 11 jours. Mais une autre manœuvre se prépare : l'organisation d'une consultation à bulletin secret des employés sur les propositions patronales. Une manière de passer par-dessus les syndicats qui s'étaient montrés plutôt actifs ces derniers temps. Le vote a eu lieu mardi 30 avril et la CGT, la CFDT et FO ont appelé à voter contre les propositions patronales. Elles sont vraiment un peu

courtes : 3 % d'augmentation pour garantir le pouvoir d'achat, pas de salaires inférieurs à 18 000 F par an et quelques « gratifications » sur les affaires réalisées.

Il ne faudrait pas oublier Cerizay. La bourgeoisie par sa justice est en train de régler ses comptes dans l'ombre. Un jugement de la Cour d'Appel de Poitiers vient de confirmer la « légalité » du licenciement de la déléguée CFDT... Il y a plus vicieux encore, le Tribunal vient de reconnaître que le licenciement des 23 autres ouvrières était irrégulier... mais... mais... il déclare qu'elles ne peuvent pas demander leur réintégration... Nous sommes sûrement idiots, mais nous comprenons que la Cour d'Appel a décidé de ne pas appliquer son jugement et la loi.

Jacques FERLUS ■

l'enjeu des DOM-TOM

Aux Antilles, en Guyane, à La Réunion, en Polynésie, en Nouvelle-Calédonie, à Djibouti et aux Comores, ces confettis de l'ancien Empire Français, un million et demi d'oubliés de la décolonisation savent que leur sort dépend en grande partie de l'issue du scrutin présidentiel en France. Et, pour la première fois peut-être, ils vont pouvoir le faire savoir par leurs votes...

Jamais les Départements et Territoires d'Outre-mer n'ont vu défiler autant de leaders politiques que depuis quelques semaines. L'enjeu : les votes des 790 000 inscrits d'Outre-mer, dont l'UDR, par le moyen de la fraude et de la violence, avait su faire depuis 1960 sa chasse gardée pour « safaris électoraux ».

Mais les temps ont changé : outre les représentants du candidat de la gauche, des délégués du Conseil constitutionnel et de la Commission nationale de contrôle vont suivre les opérations électorales, et on peut être assuré que cette fois les scores de Chaban-Delmas ne ressembleront plus aux 75 ou aux 80 % de Pompidou en 1969, quelles que soient les tentatives pour fausser le résultat du scrutin.

Car le désir de changement est à la mesure de l'exaspération suscitée parmi les travailleurs de ces pays par le maintien d'un ordre véritablement colonial dont la dernière

manifestation a été la militarisation des îles, et le remplacement de leur « protection » depuis la « métropole » : en 1973, on a installé 1 000 parachutistes supplémentaires à La Réunion et 800 légionnaires en Guyane, qui se sont ajoutés aux 3 500 policiers et soldats déjà présents à La Réunion, aux 4 900 hommes de la base de Djibouti (soit un pour 27 habitants !), aux 4 000 soldats et techniciens militaires du Centre d'expérimentation du Pacifique, et aux 16 000 hommes des unités aéroportées dites « d'intervention Outre-mer », qui sont basées à Pau, à Toulouse et à Calvi.

assistés permanents

Mises à part celle du sucre, ici, des parfums ailleurs, il n'y a pas d'industrie locale ; le chômage est chronique et atteint souvent 50 % de la population active (50 000 personnes à La Réunion) ; les écarts entre les revenus moyens des travailleurs ou chômeurs créoles et

ceux des fonctionnaires ou commerçants vont couramment de 1 à 20 (en France de 1 à 5) ; la majorité de ces populations connaît l'analphabétisme, la pauvreté, l'alcoolisme, et acquiert — du fait du système d'aides et de subsides mis en place par la « métropole » — une mentalité d'assistés permanents, tandis que les jeunes subissent le grand matraquage culturel qui doit faire d'eux, au bout du compte, et quand ils n'ont pas perdu la tête — de bons Français, la couleur de peau en moins.

Pour échapper à cette réalité peu engageante, la « métropole » propose l'émigration — il faudrait dire parfois la déportation : le BUMIDOM se charge ainsi d'acheminer Antillais et Réunionnais vers les hôpitaux, la RATP, Simca-Chrysler. Depuis 1963, plus de 30 000 immigrés des DOM-TOM ont été ainsi mis au travail en France, s'ajoutant à une communauté émigrée qui comptait déjà de 250 000 à 300 000 personnes. A La Réunion qui a déjà exporté 44 000 des siens et compte 55 000 chômeurs recensés, la Préfecture édite tranquillement des brochures du style « La Réunion, un potentiel humain » qui sont diffusés dans les milieux d'affaires en France...

De tout cela, les habitants des DOM-TOM ne veulent plus : ils ont eu maintes occasions de le montrer lors de visites de ministres métropolitains, et parfois — quand ils pouvaient en assurer eux-mêmes la liberté — par leurs votes. Le mouvement populaire s'est développé partout ces dernières années : à la « départementalisation », cache-sexe du maintien de la colonisation, les forces de gauche ont substitué « l'autonomie » comme premier objectif de la lutte de libération nationale.

A ces luttes souvent très dures (voir les derniers événements à La Martinique, la prise du pouvoir par la gauche offrirait pour la première fois la chance d'un déblocage de la situation dans une perspective de masse : la gauche en effet, s'est engagée à reconnaître le droit à l'autodétermination des populations des DOM-TOM qui pourront ensuite, si elles décident de modifier les liens qui les unissent à la France, se donner les institutions et les représentants qu'ils voudront.

Mais la gauche s'est engagée plus avant encore : elle a promis que les DOM-TOM recevraient après leur choix d'un nouveau statut une aide budgétaire comparable à celle qu'ils



dessins de Jorge

recevaient du temps de la départementalisation, à charge pour leurs instances représentatives d'en assurer la répartition intérieure suivant les critères qu'ils choisiraient eux-mêmes.

On voit que l'enjeu est grand pour ces colonies du bout du monde. Mais, pour l'heure, il y a plus pressé : empêcher la droite de fausser le résultat de ces élections ; faire en sorte que les électeurs des DOM-TOM, qui représentent 2 % de l'électorat national, ne soient plus — la grâce de la fraude aidant — ce renfort de dernière heure des candidats UDR (1). Déjà Chaban-Delmas a réussi à faire admettre la croix de Lorraine, symbole de libération nationale en 1940-45, comme son emblème sur les bulletins de vote des analphabètes de l'Outre-mer ; et il a d'autres tours dans son sac...

Philippe MARIELLE ■

(1) Souvenons-nous, en 1967 : les DOM-TOM ont fait l'appoint, sur le tard, pour une majorité qui n'en était plus une, et Wallis et Futuna (9 000 habitants) ont donné à l'UDR un des députés qui lui manquait...

la réalité dépasse la fiction

« Les DOM-TOM, c'est la France » : les fonctionnaires de la « métropole », les capitalistes locaux, les notables de l'UDR — tous ensemble, et tous confondus le plus souvent — le serinent sur tous les tons (des fois qu'ils ne s'en rendraient pas compte) aux 670 000 Noirs des Antilles, aux 36 000 Indiens de la Guyane, aux 240 000 Arabes des Comores, aux 120 000 Afars et Issas de Djibouti, aux 100 000 Canaques de Nouvelle-Calédonie, aux 95 000 Polynésiens... Seulement voilà : presque rien ne s'y passe comme en France.

Quelques exemples :

- là-bas, les préfets ou les gouverneurs trient publiquement les « nationaux » (ceux qui votent « français ») des « séparatistes » (ceux qui votent national...);
- il se passe rarement une visite d'un ministre « métropolitain » sans que restent sur le carreau quelques blessés et parfois des morts ;

● des morts qui par ailleurs sont souvent appelés à voter, ce qui n'est pas toujours le cas des vivants puisque des listes électorales sont trafiquées, des urnes volées, des procès-verbaux falsifiés ;

● le journal guadeloupéen « Le Progrès Social » a été saisi ou poursuivi 33 fois entre 1971 et 1973 ; « Témoignages », à la Réunion, l'a été plus souvent encore ; et dans tous les DOM-TOM, les stations locales de l'ORTF diffusent une propagande unilatérale et aliénante en regard de laquelle celle de notre Office métropolitain paraîtrait presque discrète et « équilibrée » ;

● une série de textes légaux, valables pour l'ensemble de la République, ne sont pas applicables dans les DOM-TOM dans les domaines de la contraception, du code électoral, de la vente de la drogue, du droit du travail, du niveau des prix et salaires, etc...

Alors, c'est toujours la France ? ■

RATEAU et SEMM : « c'est fini » ?

Pour les travailleurs de l'usine Rateau de La Courneuve ; ce 1er mai n'aura pas été comme les autres. Pas seulement parce que les syndicats et partis de gauche ont choisi de faire de ce coin de banlieue parisienne leur « rassemblement de l'espérance ». Mais surtout parce que, après trois mois de grève, avec occupation, le travail reprenait le jeudi 2 mai dans cette grande usine du trust Alsthom-CGE.

La reprise a été décidée le 29 avril, à l'issue d'un vote à bulletins secrets. Sur 1085 votants, 900 se sont exprimés pour le protocole

d'accord syndicats-direction, 157 contre, 23 abstentions, 5 nuls. La section CGT — largement majoritaire, comme on sait — s'était nettement prononcée en faveur de l'accord, la section CFDT quant à elle ayant exprimé un avis favorable, mais à une faible majorité.

Le compromis passé entre les représentants des travailleurs et la direction porte sur les points suivants :

● effectifs : ils passeront de 1 730 à 1 660, ce qui, compte-tenu de la centaine de démissions enregistrées durant le conflit et de la mise à la pré-retraite de 60 person-

nes environ, n'entraînera pas de licenciements (à l'origine la direction avait annoncé 334 suppression de postes) ; de plus, l'emploi est garanti pour 5 ans ;

● avantages sociaux : les salaires sont augmentés de 5 % ; une avance d'un demi-mois de salaire est consentie par la direction, remboursable par palliers à partir d'octobre ; les congés payés sont assurés ;

● pas de démantèlement, bien que certaines fabrications seront abandonnées : 22 % du terrain seront vendus au lieu des 37 % annoncés au début ; le trust investira 33 millions de francs dans l'usine de La Courneuve d'ici 1976 pour développer la fabrication destinée au nucléaire.

Après deux mois d'occupation de leur entreprise, les travailleurs de la SEMM-Trigano à Trignac-St Nazaire se sont prononcés à 96,2 % pour la reprise.

L'accord accepté par les travailleurs porte sur la garantie de l'emploi pour l'ensemble du personnel, ouvriers et mensuels, mais des incertitudes demeurent quant à l'équivalence des qualifications, sur les salaires pris en charge par le fonds national de l'emploi et sur les avantages sociaux.

C'est donc sur des bases peu satisfaisantes que le travail a repris. Les travailleurs n'en gardent pas moins intacte leur combativité afin de préserver les résultats de leurs luttes et d'imposer l'application et l'élargissement des garanties obtenues.



la victoire est possible !

Dans quelques jours, les électeurs feront leur choix : ils jugeront le passé et détermineront un nouvel avenir.

Car, en toute hypothèse, demain ne sera pas la continuité d'hier.

Le gaullisme historique connaît ses derniers soubresauts. Les divisions profondes de la droite masquées par ce que représentait le gaullisme éclatent à nouveau au grand jour. Il est évident qu'au-delà des ambitions personnelles, les candidats de la droite font apparaître les projets des forces qui les soutiennent.

Royer c'est la petite bourgeoisie fascisante ; Chaban-Delmas c'est le capitalisme moderniste, la volonté d'intégration de la classe ouvrière ; Giscard d'Estaing c'est l'intégration dans le capitalisme international, l'aide aux « pauvres » pour les faire taire devant les profits et le confort des riches, c'est la répression s'ils refusent de se taire, c'est la liberté pour le capitalisme de renforcer ses moyens d'exploitation et d'oppression sur l'immense masse de ceux qui relèvent aujourd'hui la tête, proclament leurs droits et réclament leur liberté.

Face à la droite, pour un autre avenir, il y a la gauche et tout ce que représente — sur le plan social et politique, national et international — la candidature unique de la gauche, celle de François Mitterrand.

Le PSU a déjà longuement exposé le sens et les raisons de son soutien à cette candidature unique. La victoire que nous recherchons ne sera pas celle d'un homme, mais celle de tous les travailleurs. Elle devra leur permettre de mener, dans de meilleures conditions, le combat de classe qui est le leur, et qui ne s'arrête pas au lendemain d'une élection.

A la veille du premier tour des élections présidentielles, le PSU appelle tous ceux qui ont déjà, dans le passé, témoigné de leur accord avec ses positions, avec son projet de société, à voter le dimanche 5 mai pour François Mitterrand.

Chacun sent bien que ce premier tour sera déterminant. Il ne doit pas manquer, dimanche, une seule voix des travailleurs, une seule voix de tous ceux qui se battent dans ce pays pour créer les conditions d'un réel changement et d'une réelle avancée vers le socialisme.

La victoire est possible !

Appel du Bureau national du PSU
(vendredi 3 mai 1974)

**8 mai 20 h 30 Mutualité
MEETING PSU
CHAPUIS-ROCARD-PIAGET**